

ATTESTATION DU REPRÉSENTANT PERSONNEL QUÉBEC

Vous avez présenté une demande en tant que représentant personnel d'un **enfant mineur** résidant au Québec et ayant droit à un montant d'argent sous le règlement sur l'eau potable des Premières Nations.

Veillez remplir ce formulaire afin que la somme destinée à l'enfant mineur soit correctement traitée. Vous devez choisir une option en remplissant ce formulaire. Prière de ne choisir qu'**une** seule option:



Option A: Vous pouvez choisir de faire verser l'argent de l'enfant mineur au Directeur de la protection de la jeunesse ou au Curateur public du Québec. Dans ces deux cas, cela signifie que l'argent de l'enfant mineur sera conservé dans une fiducie publique jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de 18 ans.

Pour choisir cette option, veuillez cocher la case A- Choix. **Cette option est aussi l'option par défaut et s'appliquera si vous ne renvoyez pas ce formulaire dans les 60 jours suivant sa réception.**

OU



Option B: Vous pouvez attester (faire une déclaration légale au meilleur de vos connaissances) que l'une des situations décrites au point B est vraie. Dans ce cas, une partie ou la totalité de la somme destinée à l'enfant mineur vous sera versée en son nom.

Veillez lire l'énoncé entièrement. En résumé, les options sont:

- **B-1** – Vous êtes le parent de l'enfant (c.-à-d. le tuteur légal); **OU**
- **B-2** – Les parents de l'enfant vous ont désigné pour prendre soin de l'enfant (tuteur supplétif); **OU**
- **B-3** – Les parents de l'enfant vous ont désigné pour prendre soin de l'enfant au cas où ils décéderaient ou seraient frappés d'incapacité, et qu'ils sont désormais décédés ou frappés d'incapacité (c.-à-d. tuteur datif).

Si vous êtes en mesure de fournir l'une de ces attestations, vous pourrez recevoir tout l'argent de l'enfant en son nom. Si la valeur du droit au paiement total dépasse 40 000\$, vous pourriez avoir des obligations et devoirs légaux supplémentaires en ce qui concerne la gestion des sommes pour le compte de l'enfant mineur. Il est de votre responsabilité de vous assurer que vous respectez ces obligations.

Vous ne pouvez choisir qu'UNE option: autrement dit, veuillez faire un choix (cocher l'option A) ou veuillez faire une attestation (compléter une section de la partie B).

Si vous avez besoin d'aide pour remplir ce formulaire, il y a trois équipes disponibles pour vous aider.



L'équipe d'Espoir pour le mieux-être offre réconfort et soutien émotionnel.

Ils peuvent vous aider si vous vivez de la détresse émotionnelle.

Vous pouvez les rejoindre sans frais en appelant la ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être au 1-855-242-3310 ou en ligne au www.hopeforwellness.ca



L'équipe de l'administrateur s'occupe des demandes d'indemnisation et des paiements.

Ils peuvent vous aider avec le processus de réclamation, y compris pour remplir ce formulaire. Contactezles si vous avez une questions et ne savez pas à qui vous adresser.

Vous pouvez les rejoindre sans frais, en appelant leur ligne d'aide au 1-833-252-4220.



L'équipe d'assistance juridique est constituée de vos avocats. Ils travaillent pour vous, les appels sont confidentiels et vous pouvez leur parler gratuitement.

Ils peuvent vous aider avec les demandes relatives aux préjudices déterminés ou pour les questions juridiques à propos du règlement.

Vous pouvez les rejoindre sans frais, en appelant leur ligne d'aide au 1-833-265-7589.

A. CHOIX – Paiement au Directeur de la protection de la jeunesse ou au Curateur public du Québec

Je _____ de la province de _____, demande que toute indemnité à laquelle _____ a droit soit déposée auprès du Directeur de la protection de la jeunesse ou Curateur public du Québec.

B. ATTESTATION – Paiement au représentant

Comme indiqué, vous ne devez remplir qu'UNE seule des attestations suivantes.

1. Attestation parentale (tuteur légal)

Je _____ de la province de _____, déclare et atteste que toutes les affirmations suivantes sont vraies.

1. Je suis la mère ou le père de l'enfant mineur _____ ("l'enfant");
2. Il n'existe aucun accord, aucune décision judiciaire ni aucune autre restriction légale ayant une incidence sur ma capacité à agir en tant que tuteur de l'enfant;
3. Je n'ai désigné aucun tuteur supplétif ou, même si j'en ai désigné un, je suis toujours resté en mesure d'assumer pleinement la charge de tuteur légal et de titulaire de l'autorité parentale;
4. L'enfant n'est pas pleinement émancipé;
5. L'enfant n'est pas sous la tutelle du Curateur public du Québec ou du Directeur de la protection de la jeunesse ou d'une personne que ces derniers ou qu'un tribunal ont recommandée pour exercer la tutelle; et,
6. Il n'existe pas d'exemption légale permettant à l'enfant de recevoir des fonds en son nom propre..

a. Votre déclaration et signature:

Votre nom complet en caractères d'imprimerie (*Prénom, Nom de famille*)

Déclaration et signature

Date (*jj/mm/aaaa*)

b. Témoïn "J'ai vu cette personne signer le formulaire"

Nom complet du témoin en caractères d'imprimerie (*Prénom, Nom de famille*)

Déclaration et signature du témoin

Date (*jj/mm/aaaa*)

2. Attestation du tuteur supplétif

Je _____ de la province/territoire de _____, déclare et atteste que toutes les affirmations suivantes sont vraies.

1. Je suis le tuteur supplétif des biens de l'enfant mineur _____ ("l'enfant") en vertu de (ne cochez qu'une seule case):

a. la désignation du père et/ou de la mère de l'enfant, approuvée par le tribunal,

datée (jj/mm/aaaa) _____;

b. le certificat ci-joint de l'autorité compétente attestant ma tutelle selon la coutume autochtone du Québec,

daté (jj/mm/aaaa) _____;

OU

c. les coutumes et traditions du groupe, de la communauté ou du peuple de la Première Nation auquel l'enfant appartient.

2. Il n'existe aucun accord, aucune décision judiciaire ni aucune autre restriction légale ayant un impact sur ma capacité à agir en tant que tuteur supplétif pour les biens de l'enfant;

3. Il n'y a pas d'autres tuteurs supplétifs pour les biens de l'enfant ou, s'il y en a un, j'ai l'autorité nécessaire pour faire cette demande;

4. L'enfant n'est pas pleinement émancipé;

5. L'enfant n'est pas sous la tutelle du Curateur public du Québec ou du Directeur de la protection de la jeunesse ou d'une personne que ces derniers ou qu'un tribunal ont recommandée pour exercer la tutelle; et,

6. Il n'existe pas d'exemption légale permettant à l'enfant de recevoir des fonds en son nom propre.

a. **Votre déclaration et signature:**

Votre nom complet en caractères d'imprimerie (*Prénom, Nom de famille*)

Déclaration et signature

Date (jj/mm/aaaa)

b. **Témoïn "J'ai vu cette personne signer le formulaire"**

Nom complet du témoin en caractères d'imprimerie (*Prénom, Nom de famille*)

Déclaration et signature du témoin

Date (jj/mm/aaaa)

3. Attestation du tuteur datif

Je _____ de la province de _____, déclare et atteste que toutes les affirmations suivantes sont vraies.

1. Je suis le tuteur datif de l'enfant mineur _____ ("l'enfant") en vertu de (ne cochez qu'une seule case):

- a. la désignation ci-jointe de la Cour, datée (jj/mm/aaaa) _____;
- b. le testament ci-joint du parent (de l'enfant), _____, qui était le dernier parent survivant et qui est désormais décédé;
- c. le mandat de protection ci-joint du parent de l'enfant, _____, qui est désormais frappé d'incapacité;
- d. la déclaration ci-jointe, datée (jj/mm/aaaa) _____, que le parent de l'enfant _____, a déposé auprès du Curateur public;

OU

- e. les coutumes et traditions du groupe, de la communauté ou du peuple de la Première Nation auquel l'enfant appartient.
2. Il n'existe aucun accord, aucune décision judiciaire, ni aucune autre restriction légale ayant un impact sur ma capacité à agir en tant que tuteur supplétif pour les biens de l'enfant;
3. Il n'y a pas d'autres tuteurs supplétifs pour les biens de l'enfant ou, s'il y en a un, j'ai l'autorité nécessaire pour faire cette demande;
4. L'enfant n'est pas pleinement émancipé;
5. L'enfant n'est pas sous la tutelle du Curateur public du Québec ou du Directeur de la protection de la jeunesse ou d'une personne que ces derniers ou qu'un tribunal ont recommandée pour exercer la tutelle; et,
6. Il n'existe pas d'exemption légale permettant à l'enfant de recevoir des fonds en son nom propre.

a. Votre déclaration et signature:

Votre nom complet en caractères d'imprimerie (*Prénom, Nom de famille*)

Déclaration et signature

Date (jj/mm/aaaa)

b. Témoin "J'ai vu cette personne signer le formulaire"

Nom complet du témoin en caractères d'imprimerie (*Prénom, Nom de famille*)

Déclaration et signature du témoin

Date (jj/mm/aaaa)